

Eric Trappier appelle à « une remise à plat du système, par petites touches ou par des réformes en profondeur, comme celle des retraites »

« Il y a aujourd'hui un "moment Rafale" », titre Valeurs actuelles qui ouvre ses colonnes, quelques jours après la signature du contrat Rafale aux Émirats arabes unis, à Eric Trappier. Le président de Dassault Aviation et de l'UIMM explique pourquoi et comment cet appareil est devenu un enjeu géopolitique. « Cet appareil est arrivé trop en avance sur son temps et face à une concurrence américaine d'autant plus agressive que les premiers appels d'offres qui se sont présentés à nous étaient lancés par des clients traditionnels des États-Unis », explique-t-il pour revenir sur les débuts délicats de l'appareil. Il rappelle toutefois que « la France offre, en fait, la carte alternative d'un pays dans le camp occidental, au positionnement particulier du fait de la dissuasion nucléaire, et pas totalement aligné sur Washington », ajoutant que « sans dévoiler les négociations en cours, d'autres pays vont sélectionner notre avion dans les mois qui viennent ». Interrogé sur la santé de la filière aéronautique, Eric Trappier assure que « dès le début de la crise », elle a été « correctement soutenue ». « Maintenant, il faut que le mouvement de remboursement des prêts garantis par l'Etat s'amorce. Il y a encore des secteurs en grande difficulté, comme l'automobile, dont la production est très faible par rapport à 2019. Pour ces sociétés, il faudra étudier la capacité de différer le remboursement ». Il appelle à « passer du tous azimuts au cas par cas ». Au sujet de la réalité industrielle française, le patron de l'UIMM constate que « si la France a d'excellents chercheurs et des industriels capables de produire, elle manque d'ambition et de moyens pour financer le risque, pour passer de l'invention à l'industrialisation ». « C'est vrai pour les vaccins comme pour les composants électroniques, où la France n'a pas su préserver sa compétitivité. L'industrie est stratégique pour la France comme pour l'Europe. Stratégique, cela veut dire qu'il faut savoir maîtriser l'innovation, le développement et la production », poursuit-il. Il souhaite ainsi que l'Etat se mobilise « sans bureaucratie excessive, en acceptant de financer des projets dont certains ne marcheront pas quand d'autres mèneront au succès. » A quelques mois de la présidentielle, Eric Trappier rappelle que « l'industrie a rarement été au cœur des débats » mais que la pandémie a permis de replacer « l'industrie, et les questions de souveraineté associées, au cœur des préoccupations des politiques et du gouvernement ». « Au-delà d'une baisse forte des impôts de production, proposée par quasiment tous les candidats, la question est de savoir à quoi servent ces impôts et comment on va les remplacer dans le budget général », interroge le président de Dassault Aviation et de l'UIMM. « Modestement, au sein de l'UIMM, nous mettrons aussi sur la table des questions relatives aux dépenses sociales. Par exemple, comment mieux dépenser le produit des cotisations pour préserver notre modèle? » Il appelle à « une remise à plat du système, par petites touches ou par des réformes en profondeur, comme celle des retraites ». Enfin, sur la question des salaires, Eric Trappier juge que « chaque entreprise doit répondre à la question des salaires en fonction de ses carnets de commandes. » Exposant ses craintes sur la compétitivité française, il appelle enfin « à un réel sursaut français et européen dans le spatial où nous risquons d'être décrochés par les Américains, les Chinois et les Russes. C'est la nouvelle frontière de l'aéronautique ». (**Valeurs actuelles, p.46**)